

Prix Renaissance de l'Economie 2015

Nous avons demandé à Nicolas Lecaussin, directeur du Développement de l'I.R.E.F. (Institut de recherches économiques et fiscales), auteur du livre au titre *quelque peu provocateur* « L'Obsession antilibérale française » et lauréat du Prix Renaissance de l'Economie 2015, de bien vouloir répondre à nos questions à propos de l'état d'esprit antilibéral qui règne majoritairement dans la société française.

Renaissance : *Alors que l'expérience, comme vous l'expliquez dans votre livre, a montré la supériorité d'un libéralisme bien conduit (Ronald Reagan, Margaret Thatcher), comment expliquer chez nous la persistance d'un état d'esprit antilibéral. A votre avis où peut-on en trouver les sources ?*

Nicolas Lecaussin : L'antilibéralisme français a plusieurs sources. Il y a d'abord une méconnaissance totale du libéralisme - économique et philosophique - chez les politiques et chez la plupart des journalistes. Ensuite, l'école française qui a été phagocytée par les syndicats ne cesse de former des jeunes dans un esprit étatique avec la haine de la liberté économique. Les manuels d'économie sont, pour la plupart, des ouvrages de propagande étatique. Il manque donc la culture de l'entreprise et de la réussite entrepreneuriale. Comment voulez-vous l'enseigner à l'école alors que les enseignants sont de gauche ?

Le monde politique a la responsabilité de résoudre la crise économique actuelle en faisant repartir la croissance. Le bon sens de l'économie libérale indique qu'il faut miser sur l'entreprise, seule créatrice de richesse et tout faire pour qu'elle soit la plus compétitive possible. Quelle est votre analyse des prises de position des hommes politiques actuels, prises de position qui conditionnent notre avenir. Y-a-il un espoir que le bon sens l'emporte ?

Pour de nombreux Français, le libéralisme est la cause de tous les maux de la planète et l'origine surtout de tous leurs malheurs. Les politiques l'ont très bien compris, car tous les candidats (une dizaine) aux élections présidentielles de 2012 ont tous fait campagne contre le libéralisme économique (pardon, il faut dire « *ultralibéralisme* » ou « *libéralisme sauvage* »). C'est une position typiquement française que l'on ne rencontre pas chez nos partenaires européens, chez lesquels l'un des candidats au moins se déclare « libéral ». Dans le monde politique français, de l'extrême gauche à l'extrême droite, en passant par la gauche, le centre et la droite, les idées antilibérales sont omniprésentes. Etre « libéral » est devenu le synonyme d'une accusation terrible et inexcusable, tandis que l'adjectif « libéral » est l'insulte suprême... Mais on a pu voir quelques changements récemment. Le premier ministre, Manuel Valls, a osé déclarer que ce sont bien les entreprises qui créent des richesses. Et son ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, a eu le courage de faire quelques réformes libérales... Je pense que, vu le contexte mondial, la France sera obligée, elle aussi, de faire de vraies réformes économiques.

Les antilibéraux arguent que le libéralisme économique est inadapté et doit faire place à l'étatisme dans un certain nombre de domaines comme celui du social, de la réduction des inégalités entre riches et pauvres, des services publics, de la transition énergétique.

Les domaines que vous citez, je les appelle les niches idéologiques de l'antilibéralisme. L'un des arguments le plus souvent invoqué par les antilibéraux est le modèle social français. Ce fameux modèle que tout le monde nous envie, mais que personne ne copie, serait menacé par le libéralisme économique... Il faut donc à tous prix le préserver. Je reconnais que j'ai souvent critiqué ce modèle. J'ai eu tort. Car, grâce à lui, notre pays bat des records. Celui du chômage par exemple, contre lequel (tous les hommes politiques de droite ou de gauche nous l'ont assuré) notre modèle social allait nous protéger. A l'exception de l'Espagne et la Grèce, nous sommes les meilleurs ! Ni les Etats-Unis, ni la Grande-Bretagne n'ont atteint notre niveau de chômage même aux pires moments de leur crise ! De plus, le taux en est deux fois plus élevé qu'en Allemagne ! Qui dit mieux ? Depuis la fin des années 1970, le taux de chômage en France s'est presque toujours situé autour de 10%, jusqu'à atteindre au début des années 1990 des pics à 14%. Durant cette période, le chômage en France a été régulièrement plus élevé que celui de ses principaux partenaires européens, et nettement plus élevé que le chômage aux Etats-Unis. C'est ça l'étatisme que les politiques défendent ?

L'avant-dernier chapitre de votre livre s'intitule « Des incohérences du discours libéral français ». Voudriez vous nous éclairer sur les

incohérences les plus frappantes ?

L'argument le plus souvent utilisé chez les antilibéraux est la soi-disant tradition colbertiste de la France. Or, cette affirmation ne résiste pas aux faits. Oui, nous avons eu Colbert « l'interventionniste », mais c'est lui qui disait pourtant qu'il ne fallait pas que l'Etat soutienne une manufacture plus de 5 ans de suite... A-t-on laissé tomber la SNCF, la RATP et d'autres sociétés nationalisées ? A l'opposé des idées centralisatrices de Colbert, nous avons eu les enseignements de Turgot, Benjamin Constant, Bastiat, Tocqueville ou bien Jean-Baptiste Say. Je rappelle que Turgot est le précurseur d'Adam Smith. Je dirais que cette « tradition antilibérale » est plutôt récente avec le gaullisme et la gauche mitterrandienne. Même aujourd'hui, la droite française regarde plus vers Poutine que vers David Cameron ou Mme Merkel. En 1846, la France comptait environ 600 000 fonctionnaires pour une population de 35 millions d'individus. Aujourd'hui, elle en compte 10 fois plus pour 60 millions d'habitants. Les fonctionnaires se sont multipliés beaucoup plus vite que le reste de la population... De plus, de nombreux intellectuels de droite, d'après 1945, sont antilibéraux et la sociologie française est, malheureusement, marxisante. Comment voulez-vous remédier à cette pathologie antilibérale sans changer les mentalités ?

La conclusion de votre livre est des plus pertinente. Pouvez-vous nous l'exposer en quelques phrases ?

Je pense qu'il faut se projeter dans la période qui suivra la fin du mandat de François Hollande, qui pourrait se situer dans cinq ans au pire, peut-être moins en fonction de l'évolution économique et sociale. C'est là que la droite aurait une occasion à saisir. D'abord, parce que les Français sont moins naïfs... Les sondages le montrent : ils veulent une baisse des dépenses publiques et une vraie réforme de l'Etat.

Ensuite, parce qu'une droite qui oserait se dire libérale peut prendre en exemples les politiques de réformes de Reagan et de Thatcher, eux qui n'ont pas eu peur de la rupture, grâce à laquelle, de plus, ils ont été réélus triomphalement : Thatcher a été réélue deux fois de suite.

Nous arrivons à la fin de notre entretien. Avec nos remerciements, voulez-vous nous apporter maintenant vos conclusions à ces livres propos ?

Je tiens d'abord à vous remercier de m'accorder le Prix Renaissance de l'Economie qui m'honore et me stimule. Avec l'IREF, j'espère continuer efficacement le combat contre l'étatisme et essayer de sauver la France. Tout n'est pas perdu et un libéral est forcément optimiste.

□

L'activité professionnelle de Nicolas Lecaussin s'est très vite orientée vers les études économiques et politiques. De 1998 à 2008, il a œuvré à l'IFRAP (Institut Français pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques) fondé en 1985 par Bernard Zimmermann, il en a été le président ainsi que le Directeur de sa revue « Société civile ». En 2009, il est devenu le Directeur du développement de l'I.R.E.F. (Institut de Recherches Economiques et Fiscales). L'I.R.E.F est un « think tank » européen, fondé en 2002 par des membres de la société civile issus de milieux universitaires et professionnels afin de développer une recherche indépendante sur des sujets économiques et fiscaux. Il publie ses études notamment au moyen d'une Lettre d'information hebdomadaire diffusée sur Internet.

Conscients que la prospérité économique d'un pays n'existe que dans un monde économique libre avec une fiscalité réduite et neutre, les membres de l'I.R.E.F œuvrent à la réduction du poids de l'Etat et des prélèvements obligatoires.

Nicolas Lecaussin est pleinement engagé dans ce combat qu'il mène avec beaucoup de clairvoyance et de ténacité comme en témoignent les ouvrages dont il est l'auteur : « Cet Etat qui tue la France » (Plon 2005) « L'absolutisme efficace » (Plon 2008) « Au secours, ils veulent la peau du capitalisme » (First Editions 2009) et celui dont il est coauteur : « A quoi servent les riches » (Lattès 2012).

Son dernier ouvrage : « L'obsession antilibérale française » (Libréchange 2014) met bien en évidence les réticences de nos élites politiques, administratives, médiatiques et enseignantes vis-à-vis d'une économie de liberté et de responsabilité. Cet état d'esprit doit faire l'objet d'une profonde remise en cause et l'excellente initiative de Nicolas Lecaussin en 2010 de faire connaître à notre jeunesse les aspects positifs du monde de l'entreprise, par la création de l'association « Entrepreneur Junior », contribuera certainement à cette remise en cause souhaitée. Nicolas Lecaussin, par ailleurs, assume depuis 2010 un séminaire sur les « think tanks » à l'Université de Cergy-Pontoise.

En attribuant le Prix Renaissance de l'Economie 2015 à Nicolas Lecaussin, le Conseil d'Administration du Cercle Renaissance a voulu honorer un combattant de l'Economie de liberté et de responsabilité.

Jean Martineau

Fondé par Claude Bourillon et inauguré par le ministre René Monory, le Prix Renaissance de l'Economie fut remis pour la première fois au début 1981 devant la crainte de la remise en cause de la liberté économique



A l'initiative de Jean Martineau, président du Prix Renaissance de l'Economie et en concertation avec les anciens lauréats du Prix Renaissance de l'Economie, Michel de Rostolan, président, Jacqueline Lebrun et Camille François Lestienne, vice-présidents, Jean Larmande, secrétaire général, Daniel Ancelet, Michel d'Anthoïard, Gérard Billard, Maha Charaf, Hubert Cottin, Brigitte de Diesbach, Pierre-Luc Farret, Bernard de Gatellier, Martine Martineau, André Pertuzio, Philippe Pichot-Bravard, Benoîte Taffin et Yves Tarantik, administrateurs du Cercle Renaissance, vous prient de leur faire l'honneur d'assister au

Dîner de remise du Prix Renaissance de l'Economie 2015

le mercredi 20 mai 2015 à 19h 30
dans les salons de l'Aéroclub de France, 6, rue Galilée, 75016 Paris.



Nicolas Lecaussin

A l'issue du dîner, et en présence du collège des anciens lauréats, le
Prix Renaissance de l'Economie 2015
sera remis à

Nicolas Lecaussin

directeur du développement de l'IREF (Institut de Recherches économiques et fiscales)

pour l'ensemble de son œuvre, dont son dernier ouvrage paru aux Editions Libréchange :
« L'Obsession antilibérale française »

Cette distinction lui sera remise par

Jean-Philippe Delsol

avocat fiscaliste, lauréat du Prix Renaissance de l'Economie 2013.

*Dédicace du lauréat - Tenue : Dames : Robe de cocktail, - Messieurs : tenue sombre avec cravate du Cercle souhaitée - Dîner placé
Présence souhaitée des précédents lauréats du Prix Renaissance de l'Economie - R.P.V.P avant le 15 mai 2015.*

Nota : Les inscriptions sont enregistrées dans l'ordre d'arrivée des réservations accompagnées de leur règlement. Vous pouvez cependant obtenir confirmation de votre inscription en téléphonant au Cercle Renaissance (tél. 01 42 27 48 22). L'accueil se fera à l'entrée sans envoi de contre-marque préalable. Aucun paiement sur place ne sera accepté. Les annulations, parvenues moins de 4 jours avant la date de la manifestation, ne peuvent pas donner lieu à remboursement.

Formulaire de réservation à retourner avant le 15 mai 2015

au Cercle Renaissance, 138, rue de Tocqueville, 75017 Paris.

(Pour ne pas endommager la revue, ce formulaire peut être recopié sur papier libre)

M. Mme, Mlle Tél.: Courriel:

Adresse

Accompagné(e)

participera(ont) au grand dîner du mercredi 20 mai 2015 au cours duquel sera remis le Prix Renaissance de l'Economie 2015, et vous adresse(nt) sa (leur) participation (100 € par personne, réduits à 90 € pour les membres du Cercle Renaissance, leurs invités, ou pour chacun des membres d'une même famille), soit un montant de : € par chèque libellé à l'ordre du Cercle Renaissance.

souhaiterait être placé à table à côté de :

(pour les non-membres) souhaite recevoir une documentation sur le Cercle Renaissance en vue d'une éventuelle adhésion.

Date :

Signature :